

La santé-sécurité au travail, un levier de performance pour l'entreprise

Tel était le thème des Débats européens d'EUROGIP¹ du 2 mars 2017 à Paris². Plusieurs tables rondes ont réuni des intervenants d'horizons divers. Ci-dessous, les grandes lignes de ce que l'on pourra retenir de leurs échanges.

Souvent perçus comme tels, les discours sur la performance et la prévention des risques professionnels sont-ils vraiment antagonistes ? Les deux notions sont en fait étroitement mêlées et "l'enjeu est de parvenir à les réconcilier", selon les experts qui introduisent les Débats d'Eurogip. Pour rendre la prévention "plus sexy" auprès des décideurs, il faut adopter leur langage, celui de la performance et leur (dé)montrer que la prévention engendre des "bénéfices" pour l'entreprise, quantifiables, directs et mesurables, ou plus immatériels : bien-être au travail, image de marque, productivité, qualité... Cet exercice pédagogique est d'autant plus nécessaire qu'aux yeux des décideurs, surtout dans les PME, "la prévention représente souvent un coût immédiat pour des résultats généralement différés".

Pour convaincre les chefs d'entreprises d'aller au-delà de la seule réglementation et intégrer la prévention dans leur stratégie de performance globale, il apparaît utile - sinon nécessaire - de leur fournir des données chiffrées. Dans cette optique, les études réalisées au niveau international, européen ou français ont tout leur intérêt. L'étude internationale de l'AISS³ publiée en 2011, dans un contexte de crise économique, a montré qu'en moyenne sur les cinq continents 1 € investi en prévention rapporterait à une entreprise 2,20 €. Ce chiffre un peu "magique" sert désormais de point de repère à de nombreuses études sur la prévention. L'OPPBTP⁴ aboutit à un ratio assez similaire de 2,3 concernant les entreprises du BTP. "Une entreprise vertueuse dans le domaine de la prévention se porte en général mieux en termes de productivité ou de conditions de travail". L'objectif n'est pas de dire aux entreprises "faites de la prévention pour gagner de l'argent" mais de les convaincre qu'il s'agit d'un "facteur supplémentaire d'excellence opérationnelle".

¹ Créé en 1991 par l'assurance Risques professionnels, EUROGIP est un observatoire et un centre de ressources sur les pratiques d'assurance et de prévention de ces risques au niveau européen (www.eurogip.fr). Dans ce cadre, il organise chaque année une conférence, les Débats d'EUROGIP.

² Programme et profil des intervenants : http://www.eurogip.fr/images/Debats/Prog_Def_DebatsEurogip2017.pdf

³ "Rendement de la prévention : Calcul du ratio coût-bénéfices de l'investissement dans la sécurité et la santé en entreprise", sur <http://bit.ly/2ITwkbT>

⁴ <http://www.oppbtp.com/>

Les entreprises représentées témoignent ensuite de ce retour sur investissement sur le terrain. Les unes ont mis en place des actions pour prévenir les risques chimiques, chiffres à l'appui, telle la PME lituanienne Statga, ou pour faire baisser le nombre d'accidents du travail chez les bagagistes pour l'aéroport de Bruxelles Charleroi. Les autres visent la performance ou le bien-être des salariés. Le site de Pringy du groupe pharmaceutique Allergan a déployé le *lean management* qui repose sur trois points clefs : mettre le bien-être au travail au cœur de la stratégie ; définir un socle de valeurs et pratiques communes ; mettre en place des “coach ergo”, des salariés formés à l'ergonomie capables d'épauler leurs collègues sur ce sujet. Il a expérimenté à sa façon une nouvelle approche de sensibilisation à la prévention, imaginée et mise en œuvre par la CARSAT⁵ Rhône-Alpes, conciliant santé et performance globale. Enfin, le dirigeant volontiers anticonformiste de Syd Conseil, une SSII nantaise, explique comment le bien-être de ses salariés est placé au cœur de la stratégie de son entreprise, “afin de tendre vers une performance globale”.

Quel est le point de vue des partenaires sociaux européens sur la question ? Du côté syndical, la représentante de l'ETUI⁶ estime que le “chiffage des politiques de prévention est toujours délicat du fait des coûts cachés. Quel est le coût d'une vie détruite par les TMS à 30 ans ?”. Des limites que le représentant de la FETBB⁷ reconnaît, bien que ce chiffage soit, selon lui, le “bon chemin à prendre”. Du côté patronal, le président de la FIEC⁸ reconnaît l'intérêt de disposer d'indicateurs sur la prévention, le besoin “d'un cadre incitatif qui encourage les bonnes pratiques”. Il souligne en outre l'importance de “rester simple”. Pour la représentante de BusinessEurope, “les entreprises sont conscientes de l'intérêt d'investir dans la SST, au-delà de la réglementation qui reste le socle fondamental et qu'il importe de ne pas trop alourdir, voire de simplifier”. Elle pense qu'il serait bon de travailler ensemble à des solutions communes, même si ce n'est pas simple.

En conclusion, les représentants des organismes nationaux d'assurance et de prévention en France (CNAMTS-DRP) et en Allemagne (DGUV) sont tombés d'accord pour voir dans la simplicité un gage d'efficacité. La DGUV devrait mettre en pratique son slogan : “*Keep It Short and Simple*” dans la campagne de communication sur la prévention, dotée d'un budget de 7 à 10 millions d'euros sur 10 ans. En France, la DRP a lancé un programme d'évaluation des actions de prévention qui facilitera le développement des bons outils de sensibilisation à l'adresse des entreprises qui n'ont pas encore compris que la prévention peut être rentable. “Nous nous efforcerons de proposer aux chefs d'entreprise des outils d'aide à la décision, qui leur apportent les informations pertinentes pour prendre les bonnes décisions en toute connaissance de cause”.

⁵ Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

⁶ ETUI (*European Trade Union Institute*) : Institut syndical européen

⁷ Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois

⁸ Fédération de l'industrie européenne de la construction